

Des stratégies de financement réalistes pour les systèmes de distribution d'eau et d'assainissement

Comment fonctionne l'approche FEASIBLE ?

Quels sont les enseignements tirés de l'application de FEASIBLE ?

Les usagers peuvent-ils payer les services ?

Comment combler les déficits de financement ?

Les stratégies de financement des dépenses d'environnement sont-elles applicables aux pays de l'OCDE ?

Les stratégies de financement des dépenses d'environnement sont-elles applicables aux pays en développement ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

Introduction

La santé humaine et le développement exigent des systèmes d'approvisionnement en eau potable satisfaisants mais, dans de nombreux pays, un important obstacle à la réalisation des objectifs en matière de distribution d'eau et d'assainissement tient à l'attention insuffisante portée aux aspects financiers : combien coûte la réalisation des objectifs ? Comment réduire les coûts au minimum ? Comment réussir à les financer avec les ressources disponibles ? La nécessité d'une approche nouvelle est désormais patente, alors que les pays d'Europe centrale doivent mobiliser des moyens financiers considérables pour se conformer aux rigoureuses prescriptions environnementales de l'UE, et que de nombreux pays en développement s'efforcent d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement convenus à l'échelle internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

L'OCDE et le gouvernement danois ont collaboré à l'élaboration d'une approche permettant de répondre à ces défis, en particulier pour les infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement qui nécessitent de gros investissements, comme la distribution d'eau en zones urbaines et rurales ou la collecte et le traitement des eaux usées. Cette méthode, qui s'appuie sur un outil spécial d'aide à la décision baptisé FEASIBLE, a été appliquée dans plusieurs économies en transition, notamment dans des pays de l'ex-Union soviétique, des nouveaux États membres de l'UE et en Chine. Ses principes de base sont le réalisme, la capacité de financement et l'utilisation efficace et économe des ressources.

L'approche FEASIBLE représente bien plus qu'un simple exercice technique : en faisant participer tous les principaux acteurs intervenant dans le financement des infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement, elle favorise un dialogue constructif et la recherche de consensus, qui facilitent une mise en œuvre efficace des programmes, l'amélioration de la qualité des services et la réalisation des objectifs fixés en matière de distribution d'eau. Ces travaux vont également dans le sens des objectifs énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ils s'étendent aujourd'hui à plusieurs pays africains, dans le cadre du projet de l'OCDE sur le financement durable des services de distribution d'eau et d'assainissement. Une équipe de projet, dirigée par la France, a été formée pour superviser et orienter ces travaux, qui bénéficient également du soutien actif de l'Initiative de l'Union européenne dans le domaine de l'eau. ■

Comment fonctionne l'approche FEASIBLE ?

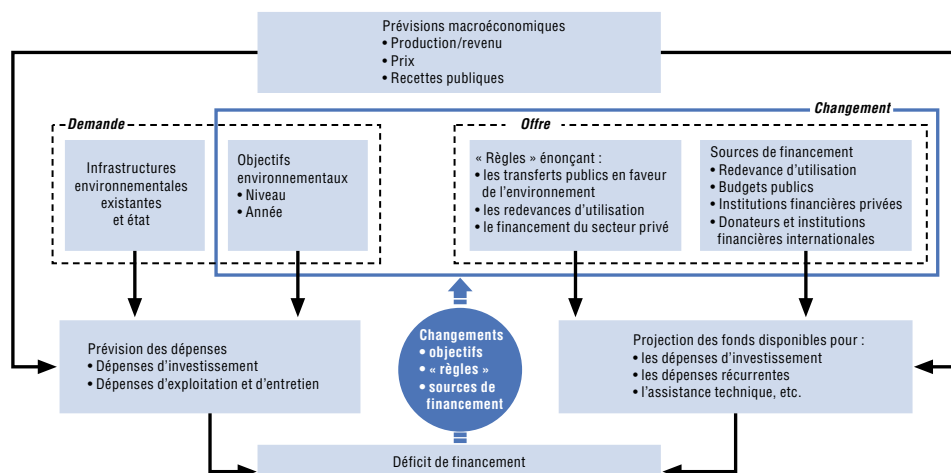
Fondamentalement, la méthode FEASIBLE consiste à recueillir des données techniques détaillées sur les infrastructures existantes, à établir des objectifs pour l'action des pouvoirs publics dans les domaines de la distribution d'eau et de l'assainissement – généralement les Objectifs du millénaire pour le développement –, à déterminer les coûts et les délais de réalisation, et à comparer le calendrier et le montant des dépenses nécessaires avec les sources de financement disponibles. On peut ainsi déterminer les déficits financiers qui risquent d'apparaître durant la période d'exécution prévue. FEASIBLE peut être utilisé pour élaborer divers scénarios afin de combler les écarts décelés, par exemple en mettant en évidence des mesures qui peuvent permettre d'atteindre les objectifs à moindre coût, en déterminant comment mobiliser des financements supplémentaires, en fixant des objectifs moins ambitieux ou en rééchelonnant le programme (voir graphique 1).

L'un des traits marquants de FEASIBLE est l'accent mis sur le réalisme et la capacité de financement. On peut l'utiliser pour évaluer le niveau des financements (publics, privés, nationaux, étrangers) qui pourraient être disponibles dans différentes conditions macroéconomiques et fiscales, ce qui permet de vérifier le niveau de contribution que l'on peut réellement espérer des budgets publics. FEASIBLE peut également aider à évaluer les possibles conséquences sociales d'un relèvement des tarifs en déterminant les effets que cela aurait sur le revenu des ménages. Il permet d'analyser de façon systématique les obstacles stratégiques et institutionnels devant être surmontés pour mobiliser les financements privés et étrangers au profit de l'infrastructure environnementale. FEASIBLE est généralement utilisé pour faciliter le dialogue et la recherche d'un consensus entre les parties concernées, ainsi que pour rapprocher l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre.

La méthodologie FEASIBLE part du principe qu'il ne faut pas attendre des pouvoirs publics qu'ils financent l'intégralité ni même la majeure partie des dépenses requises. Leur principal rôle en termes de financement est d'établir le cadre stratégique, réglementaire et institutionnel ainsi que la structure d'incitations permettant de mobiliser de façon complémentaire des ressources auprès des usagers, des marchés financiers, des marchés de capitaux, des collectivités locales et des entreprises, et d'utiliser ces ressources de manière aussi efficace et économe que possible pour atteindre les objectifs fixés.

L'élaboration d'une stratégie de financement à l'aide de FEASIBLE prend de 12 à 18 mois. En général, un groupe de pilotage, composé de responsables de haut rang des

Graphique 1.
VUE D'ENSEMBLE DE LA MÉTHODOLOGIE FEASIBLE RELATIVE AUX STRATÉGIES DE FINANCEMENT DES DÉPENSES D'ENVIRONNEMENT



institutions compétentes, est créé et se réunit à cinq reprises au moins pour étudier différents scénarios de financement ainsi que les mesures et les hypothèses sur lesquelles ils s'appuient.

Le logiciel FEASIBLE

Outil informatique d'aide à la décision, FEASIBLE contribue à élaborer des stratégies de financement pour les secteurs liés à l'environnement qui se caractérisent par des infrastructures publiques coûteuses. Ses domaines d'application actuels sont la distribution d'eau, la gestion des eaux usées et la gestion des déchets solides. FEASIBLE est disponible gratuitement auprès de l'OCDE en s'inscrivant en ligne à l'adresse : www.oecd.org/env/finance, ou par l'intermédiaire de COWI, le bureau d'étude danois qui a conçu le modèle, à l'adresse :

www.cowi.com/cowi/en/menu/projects/nature/environmentalpolicyandregulation/feasiblemodel.htm. ■

Quels sont les enseignements tirés de l'application de FEASIBLE ?

Plusieurs enseignements ont été tirés de l'utilisation de FEASIBLE dans des pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Fédération de Russie, Ukraine, Turkménistan, Tadjikistan et Ouzbékistan).

Délabrement des grandes infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement

L'analyse des stratégies de financement menée pour les pays de l'ex-Union soviétique montre que la proportion de citoyens desservie par les infrastructures de distribution d'eau, d'épuration des eaux usées et de gestion des déchets solides est plus élevée que dans les pays en développement et en transition à niveau de revenu similaire. Les taux de raccordement de la population urbaine aux systèmes centralisés de distribution d'eau et de collecte des eaux usées (entre 75 % et 95 %) sont souvent comparables à ceux des pays de l'OCDE. La plupart des grandes villes disposent de stations d'épuration par voie biologique, dont certaines affichent une capacité excédentaire importante.

Pourtant, beaucoup de ces infrastructures sont de conception peu rationnelle, elles ont une capacité trop grande et sont très coûteuses à exploiter et à entretenir. Cela nuit à la qualité des services et à l'accès à l'eau potable, qui sont loin d'être à la hauteur des taux de raccordement et des capacités des stations d'épuration.

Les pertes énormes qui caractérisent les services de distribution sont le résultat d'un mauvais entretien des systèmes et de la surconsommation. Les services de distribution d'eau et d'assainissement, souvent peu fiables, sont marqués par des interruptions fréquentes et une qualité médiocre. Dans de nombreuses villes, l'eau n'est distribuée que quelques heures par jour et est insuffisamment traitée. La plupart des stations d'épuration des eaux usées sont contournées ou n'appliquent au mieux qu'un traitement mécanique élémentaire. En plusieurs endroits, les équipements sont dans un tel état de délabrement qu'il y a un risque sérieux d'effondrement de l'ensemble du système, ce qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la santé publique et le développement économique.

La situation est en général encore bien pire dans les zones rurales, qui représentent plus d'un tiers (36 %) de la population, en raison de l'effondrement des services de distribution d'eau qui a suivi le démantèlement du système des kolkhozes. Ainsi au Kirghizistan, l'accès au système durable de distribution d'eau a diminué de 12 % entre 2000 et 2003.

Une situation financière non viable

Dans tous les pays étudiés, le déficit de financement est important, même pour les frais fixes d'exploitation et de réparation des installations en service au moment de l'étude. En général, environ la moitié seulement des fonds nécessaires pour

remplir ces objectifs sont disponibles (graphique 2). Ce manque de financement chronique des frais de fonctionnement de base, notamment des opérations normales d'entretien préventif, représente la cause principale de la chute du niveau et de la qualité des services d'infrastructure. Les compagnies des eaux sont financées en majeure partie par les redevances d'utilisation, le reste provenant essentiellement de budgets publics. En comparaison, la part des autres sources de financement – crédits bancaires, obligations, fonds pour l'environnement, dons et prêts étrangers, prises de participation privées, etc. – est généralement marginale (entre 5 et 10 %, à l'exception de l'Arménie : 30 %).

D'après ces observations, il semble que les pays de l'ex-Union soviétique auront beaucoup plus de difficulté à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en matière de distribution d'eau et d'assainissement que ce que montrent les données officielles des Nations Unies. Cet écart tient au fait que la qualité des services dans le domaine de l'eau n'est pas prise en compte dans les indicateurs officiels. ■

Les usagers peuvent-ils payer les services ?

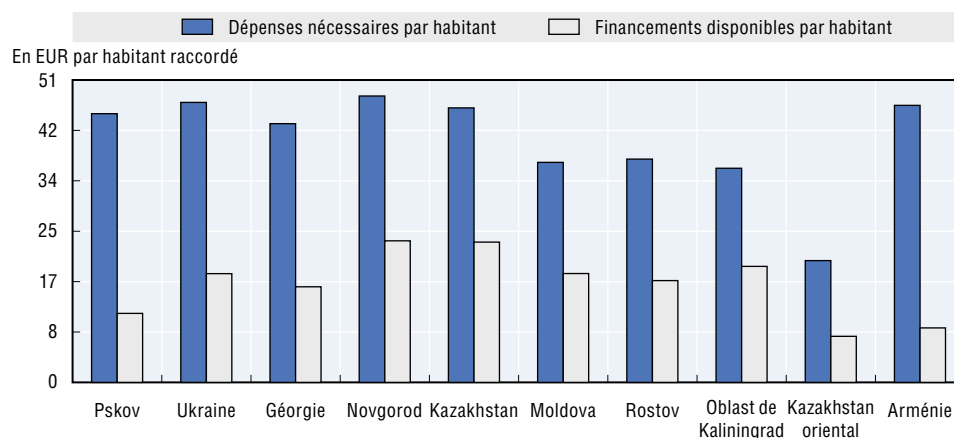
Parmi les pays et régions étudiés, seuls la Moldavie (malgré des revenus par habitant extrêmement faibles) et Novgorod, en moyenne, appliquent aux usagers des tarifs qui permettent de couvrir la quasi-totalité des frais de fonctionnement. Néanmoins, toutes les factures ne sont pas recouvrées et les redevances d'utilisation effectivement perçues ne couvrent nulle part plus de la moitié des coûts d'exploitation et d'entretien des installations existantes. Il semble que la plupart des ménages soient en mesure de payer davantage, en dépit de revenus modestes, et certaines indications donnent à penser qu'ils sont souvent disposés à payer plus pour obtenir de meilleurs services. Dans plusieurs pays étudiés, les dépenses consacrées aux services de distribution d'eau et d'assainissement en proportion du revenu moyen des ménages (0.5 % à 2.5 %) sont en moyenne inférieures aux niveaux de référence internationaux pour des pays à niveau de revenu comparable (en général de 3 % à 5 %). En revanche, au Kazakhstan et en Moldavie, une part bien plus importante des frais est couverte par les redevances d'utilisation, qui sont proches de la limite probable des possibilités financières moyennes des ménages.

Même dans les pays et régions où les redevances d'utilisation sont assez élevées, l'accessibilité constitue un problème sérieux pour une frange relativement restreinte

Graphique 2.

DÉPENSES NÉCESSAIRES ET FINANCEMENTS DISPONIBLES ANNUELLEMENT POUR EXPLOITER ET ENTREtenir LES INFRASTRUCTURES DE FAÇON À MAINTENIR LE FAIBLE NIVEAU ACTUEL DES SERVICES DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS D'EUROPE DE L'EST, DU CAUCASE ET D'ASIE CENTRALE

En EUR par habitant raccordé durant la première année du scénario de base



1. Données pour la population urbaine, à l'exception de la Moldavie où la population rurale est incluse.
2. La première année du scénario de base varie selon les pays/régions : Novgorod, 1999 ; Pskov, Kazakhstan, Kaliningrad, 2000 ; Ukraine, Rostov, Kazakhstan oriental, 2001 ; Arménie, 2002 ; Géorgie, 2003 ; Moldavie, 2006.

de la population (entre 10 % et 30 %). Les groupes les plus touchés sont souvent les mêmes, par exemple les retraités et les handicapés. Le remplacement des mécanismes existants de subventions aux prix par des mesures plus ciblées d'aide au revenu au profit de certaines catégories sociales permettrait de gagner en efficacité et serait globalement moins coûteux pour les budgets publics. En outre, l'expérience tirée des stratégies de financement des dépenses d'environnement montre que la consommation d'eau baisse à mesure que les tarifs augmentent, si bien que la facture d'eau globale des ménages ne sera pas directement proportionnelle à l'augmentation des tarifs.

Certaines difficultés sont propres aux zones rurales, où les coûts des services de distribution d'eau centralisés sont les plus élevés alors que la capacité de financement est la plus faible. Pour pallier ce problème de manière efficace, une approche consiste à mettre en place des systèmes de subventions croisées entre usagers urbains et zones rurales défavorisées. ■

Comment combler les déficits de financement ?

Les pays de l'ex-Union soviétique connaissent une situation grave qui appelle une réforme en profondeur des modalités de financement des infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement, ainsi que des mécanismes stratégiques et institutionnels qui leur sont associés. L'analyse des stratégies de financement au moyen de FEASIBLE indique que les objectifs trop ambitieux d'extension des infrastructures et de relèvement du niveau des services dans les zones urbaines doivent être abandonnés à court et moyen terme au profit de programmes plus modestes et réalistes d'amélioration des équipements. Ces programmes doivent privilégier les travaux essentiels de réparation et de rénovation des infrastructures critiques afin d'optimiser les gains d'efficacité (essentiellement par une baisse des coûts de l'énergie), sans dépasser les limites budgétaires des ménages et de l'État.

De même, il convient d'évaluer précisément les mesures prises pour étendre et moderniser les services dans les zones rurales, qui doivent concourir à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Dans la plupart des économies les plus pauvres de la région, seuls les services les plus élémentaires pourront être assurés à des tarifs abordables, alors que les politiques et les décideurs demandent souvent des systèmes de distribution d'eau centralisés coûteux.

Les analyses menées avec FEASIBLE montrent que dans tous les pays de l'ex-bloc soviétique, le financement de base devra être augmenté si l'on veut mettre un terme à la détérioration des équipements. Il faudra mobiliser l'ensemble des sources et instruments de financement de façon à dégager des synergies. Aucune solution miracle ne viendra par exemple de fonds pour l'environnement réservés ou de la participation du secteur privé. À long terme, les redevances d'utilisation constitueront la plus importante source de financement des dépenses d'exploitation et d'entretien. Les budgets publics auront un rôle essentiel à jouer à court et moyen terme en finançant les dépenses d'équipement et des mesures de protection sociale et en facilitant l'accès au crédit. Les maigres fonds publics et concours financiers des donateurs devront être affectés aux priorités stratégiques et utilisés de façon plus rationnelle. Les marchés financiers et marchés de capitaux nationaux gagneront en importance à mesure que les conditions-cadres deviendront plus favorables. Les institutions financières internationales (IFI) conserveront un rôle significatif en permettant le financement à long terme des grands investissements et en contribuant à la discipline dans le domaine financier et en matière de gestion. Enfin, pendant encore de nombreuses années, le secteur privé demeurera davantage une source de savoir-faire organisationnel que de financement.

Pour certains pays, le comblement des déficits pourrait représenter une lourde charge. Pour financer la totalité du financement et de l'entretien des infrastructures

urbaines et rurales de l'eau, la Moldavie, par exemple, devrait dépenser chaque année l'équivalent de 2.5 à 4 % de son PIB courant. Pour les infrastructures urbaines, la Géorgie devrait dépenser 3.0 % de son PIB et le Kazakhstan, 1.2 %. Dans tous les cas, il faudrait doubler voire tripler le niveau actuel des dépenses dans le secteur de l'eau. En Arménie, des mesures dans ce sens sont bien engagées et le gouvernement a augmenté les tarifs et les dépenses publiques, entraînant ainsi un doublement des flux financiers, qui représentent désormais environ 0.8 % du PIB. ■

Les stratégies de financement des dépenses d'environnement sont-elles applicables aux pays de l'OCDE ?

Ces dernières années, la plupart des pays de l'OCDE n'ont pas été confrontés à des déficits financiers dans les secteurs de l'eau et des infrastructures environnementales. La situation est néanmoins en train de changer puisque des ressources financières importantes devront être mobilisées dans les dix ou vingt ans à venir pour remplacer des équipements de traitement de l'eau vieillissants et respecter des normes de plus en plus rigoureuses en matière d'environnement et de santé. Selon un rapport récent de l'OCDE, la France et le Royaume-Uni devront accroître leurs dépenses dans le secteur de l'eau par rapport au PIB d'environ 20 % uniquement pour maintenir les niveaux de service actuels, et ce pourcentage pourrait dépasser 40 % au Japon et en Corée.

Les pays membres de l'OCDE qui ont rejoint récemment l'Union européenne sont confrontés à un problème particulier : l'accès insuffisant aux financements freine les efforts entrepris pour adapter rapidement leurs infrastructures aux normes européennes en matière d'environnement. Les difficultés à surmonter sont loin d'être aussi grandes que dans les pays de l'ex-URSS, et des ressources financières substantielles sont débloquées au plan national et complétées par des instruments financiers communautaires. En outre, entreprises et collectivités financent elles-mêmes de plus en plus souvent leurs investissements environnementaux et lèvent des fonds sur les marchés financiers et les marchés de capitaux. Toutefois, hormis en Pologne et en Hongrie, le niveau actuel des investissements environnementaux dans ces pays pourrait ne pas suffire pour couvrir les besoins estimés de source officielle.

La méthodologie FEASIBLE peut aider ces pays à préparer la mise en œuvre et le financement des programmes visant à assurer la conformité avec les directives dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Les études des stratégies de

Encadré 1. LES RÉSULTATS DE FEASIBLE

L'élaboration de stratégies de financement des dépenses d'environnement donne déjà lieu à des réformes importantes dans plusieurs pays. Plusieurs exemples sont décrits ci-dessous :

- En **Arménie**, les stratégies de financement des infrastructures d'eau et d'assainissement en zone urbaine ont clairement mis en évidence les contraintes budgétaires existantes et plaidé en faveur d'objectifs de développement des infrastructures plus réalistes pour le traitement des eaux usées. En révélant l'ampleur du déficit de financement dans ce secteur, les analyses effectuées ont contribué à convaincre les autorités de prolonger un mécanisme de subventions publiques et de poursuivre un ambitieux programme de réforme du secteur. Ces travaux sont maintenant suivis par une stratégie de financement du secteur de l'eau en milieu rural.
- En **Moldavie**, les autorités ont eu recours à FEASIBLE pour vérifier les coûts élevés soulevés par la mise en œuvre de normes nationales strictes concernant les rejets d'eaux usées. L'analyse montre que le respect de ces normes est tellement coûteux qu'il est impossible à financer au cours des 20 prochaines années, même si l'on retient les hypothèses les plus optimistes. Ce constat a débouché sur un projet de résolution du gouvernement assouplissant les normes sur les effluents urbains en les alignant sur celles, moins sévères, prévues par la directive de l'UE sur les eaux urbaines résiduelles.
- Dans l'**oblast de Pskov (Fédération de Russie)**, une première série d'entretiens n'a pas permis de définir des mesures réalistes qui permettraient d'accroître le financement des

Les stratégies de financement des dépenses d'environnement sont-elles applicables aux pays en développement ?

financement des dépenses d'environnement menées dans certains pays candidats à l'adhésion, comme la Lituanie et la Lettonie, ont posé des jalons utiles en vue d'une application complète de la méthodologie FEASIBLE pour préparer l'adhésion à l'UE. ■

Les problèmes à résoudre dans les pays en développement sont très différents de ceux des nouveaux États membres de l'UE et des économies en transition. Néanmoins, les stratégies de financement des dépenses d'environnement pourraient grandement aider les pays en développement à planifier la mise en place d'infrastructures rationnelles du point de vue financier et technique. Pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement, toutes les sources de financement devront être mobilisées et utilisées de façon plus efficiente. Le Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg et le quatrième Forum mondial de l'eau tenu à Mexico ont attiré l'attention internationale sur les carences des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement et sur les énormes besoins en investissements pour développer les infrastructures.

Selon les rapports successifs de groupes internationaux, il faudrait multiplier par deux environ les dépenses annuelles totales consacrées au secteur de l'eau dans le monde pour atteindre l'objectif du millénaire consistant à réduire de moitié d'ici 2015 la part de la population mondiale privée d'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base. Ces rapports soulignent également la nécessité cruciale d'améliorer la gouvernance et la planification financière afin de veiller à ce que les fonds soient utilisés de la manière la plus efficace et économe possible.

Les stratégies de financement sont particulièrement applicables dans les pays en développement les plus pauvres qui luttent pour assurer un accès aux services d'infrastructure de base dans des conditions d'extrême pénurie de ressources. La base de données de FEASIBLE comporte un vaste éventail de technologies simples et abordables d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées qui sont à la portée de ces pays. La tendance à adopter des approches sectorielles, plus connues sous l'acronyme SWAps (qui signifie *Sector-wide approaches* en anglais), et à accorder plus d'aide sous forme de soutien budgétaire conforte encore l'utilité de méthodologies telles que FEASIBLE. ■

Encadré 1. (suite)

LES RÉSULTATS DE FEASIBLE

infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement pour couvrir les coûts des objectifs ambitieux d'extension des services proposés par les autorités chargées de l'environnement. Cependant, des simulations ont montré que le niveau des redevances d'utilisation était très bas comparé à d'autres régions russes, ce qui a conduit l'administration régionale à recommander des procédures pour calculer et approuver les tarifs des services municipaux et pour remédier aux nombreuses insuffisances des politiques tarifaires appliquées dans les villes. En outre, elle a demandé avec plus d'insistance que les administrations locales respectent le calendrier établi pour parvenir à une couverture totale des coûts par les tarifs domestiques des services municipaux.

- Un projet conduit dans la province chinoise de Sichuan a permis de déceler un décalage important entre les stratégies relatives à la distribution d'eau et à l'assainissement et les stations d'épuration des eaux usées. Il est apparu que les besoins d'investissement étaient beaucoup plus grands pour rénover et étendre les réseaux d'égouts existants que pour construire de nouvelles stations d'épuration, et qu'il était possible de lever des fonds supplémentaires dans cette optique en augmentant les redevances d'utilisation, puisque 80 % de la population était en mesure de payer davantage. L'analyse des capacités de financement préconisait des aides au revenu directes pour les 10 à 20 % les plus pauvres. Si des mesures dans ce sens ne sont pas prises, il pourrait être nécessaire de rééchelonner la construction des stations d'épuration.



Pour plus d'informations

Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE en matière de financement du secteur de l'eau, vous pouvez prendre contact avec Peter Börkey, courrier électronique : Peter.borkey@oecd.org ; tél. : +33 1 4524 1385, ou consulter le site www.oecd.org/water.

Références

OCDE (2006), **Les infrastructures à l'horizon 2030 – Télécommunications, transports terrestres, eau et électricité**, ISBN 978-92-64-02398-7, € 45, 250 pages.

OCDE (2003), **Financing Strategies for Water and Environmental Infrastructure**, ISBN 978-92-64-10276-0, € 25, 107 pages.

OCDE (2006), **Financing Water Supply and Sanitation in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia**, disponible à l'adresse : www.oecd.org/dataoecd/29/46/36388760.pdf.

OCDE (2006), **Policy Brief: Keeping Water Safe to Drink**, disponible à l'adresse : www.oecd.org/dataoecd/32/18/36216684.pdf.

OCDE (2006), **Has the Downward Trend in Aid for Water Reversed?**, disponible à l'adresse : www.oecd.org/dataoecd/53/4/36365514.pdf.

OCDE (2006), **Environmental Performance Reviews – Water: the Experience in OECD Countries**, disponible à l'adresse : www.oecd.org/dataoecd/18/47/36225960.pdf.

Country Background Reports on Financing Strategies for Water and Environmental Infrastructure, disponible à l'adresse : www.oecd.org/env/finance.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail : berlin.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/deutschland

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.